

3° au rang A2M les mots « grade de repli » sont insérés après les mots « conseiller en chef ».

Art. 11. A l'annexe 4 du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 mai 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° entre les mots « A3 chef du personnel de secrétariat conseil consultatif stratégique » et les mots « directeur général A2L » sont insérées les mentions suivantes :

| | | | | | |
|----|-------------------|--|--|--|--|
| A3 | directeur général | | | | grade à partir duquel la fonction de mandat du niveau N est accordée et grade de repli après la fin de la fonction de mandat, définie à la partie V, titre 1 ^{er} |
|----|-------------------|--|--|--|--|

2° entre les mots « A2L Directeur général » et les mots « A2A chef de division » sont insérées les mentions suivantes :

| | | | | | |
|-----|---------------------------|--|--|--|---|
| A2L | directeur général adjoint | | | | grade à partir duquel la fonction de mandat de directeur général est accordée et grade de repli après la fin de la fonction de mandat, définie à la partie V, titre 1 ^{er} |
|-----|---------------------------|--|--|--|---|

3° au rang A2M les mots « engagement externe possible lorsqu'il n'y a pas de candidat apte disponible au niveau interne (art. V 34 » dans la colonne 4 sont supprimés.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 30 octobre 2009.

Art. 13. Le Ministre flamand qui a les affaires administratives dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 janvier 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand des Affaires administratives, de l'Administration intérieure,
de l'Intégration civique, du Tourisme et de la Périphérie flamande de Bruxelles,
G. BOURGEOIS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 525

[C - 2010/29050]

17 DECEMBRE 2009. — Décret programme portant diverses mesures concernant les établissements d'enseignement, les internats, les Centres psycho-médico-sociaux, la réduction du nombre de chargés de mission à charge du budget de la Communauté, les bâtiments scolaires, la formation en cours de carrière, le traitement d'attente dans le cas de perte partielle de charge, le refinancement des universités et des Hautes Ecoles, le statut des membres des personnels des universités, les dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion, les services de médias audiovisuels, l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles, les conditions de subventionnement à l'emploi dans les secteurs socioculturels et la reconnaissance et le subventionnement des musées et autres institutions muséales (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Dispositions relatives aux établissements d'enseignement, aux internats, aux centres psycho-médico-sociaux et aux bâtiments scolaires*

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant le décret du 26 mars 2009 octroyant des moyens complémentaires aux établissements scolaires pour le Conseiller en prévention*

Article 1^{er}. A l'article 9 du décret du 26 mars 2009 octroyant des moyens complémentaires aux établissements scolaires pour le Conseiller en prévention, les mots « au 1^{er} septembre 2009 » sont remplacés par les mots « au 1^{er} septembre 2013 ».

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

Art. 2. A l'article 20, § 4, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, remplacé par l'article 14 du décret du 12 décembre 2008, modifié par l'article 6 du décret du 26 mars 2009 et par l'article 6 du décret du 30 avril 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 2, les mots « et celles utilisées pour assurer les missions définies par l'arrêté du 27 mars 1998 relatif au Service interne pour la Prévention et la Protection au travail » sont insérés entre les mots « concernant les 2^e et 3^e degrés » et les mots « n'est en aucun cas à charge des 3 % de périodes susvisées »;

2° Un nouvel alinéa libellé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le nombre maximum de périodes non à charge des 3 % de périodes susvisées au titre des missions définies par l'arrêté du 27 mars 1998 relatif au Service interne pour la Prévention et la Protection au travail est calculé selon les modalités de l'article 16bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du présent décret. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux Internats*

Art. 3. Par dérogation à l'article 32, § 2, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le montant des subventions de fonctionnement, en ce qui concerne les internats, est fixé pour l'année scolaire 2009-2010 au montant accordé pour l'année scolaire 2008-2009, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1^{er} janvier 2010 et le 1^{er} janvier 2009.

Art. 4. Dans l'article 6, § 1^{er}, de l'Arrêté royal du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, modifié par l'article 6 du décret-programme du 12 décembre 2008, l'année « 2010 » est remplacée par l'année « 2011 ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives aux Centres psycho-médico-sociaux*

Art. 5. L'article 52 de l'Arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux est complété par l'alinéa suivant : « Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, c) et d), le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 2009-2010 au montant accordé pour l'année scolaire 2008-2009, tel qu'il a été établi à l'alinéa précédent, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1^{er} janvier 2010 et le 1^{er} janvier 2009. ».

Art. 6. Les dotations de fonctionnement des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française sont augmentées pour l'année scolaire 2009-2010 sur la même base que l'augmentation des subventions visées à l'article 52 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux.

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives à l'enseignement technique et professionnel*

Art. 7. A l'article 4, § 1^{er}, 5^o, du Décret du 26 avril 2007 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant, le chiffre « 6.197.388 » est remplacé par le chiffre « 11.602.000 ».

CHAPITRE VI. — *Des dotations et des subventions de fonctionnement des établissements*

Art. 8. L'article 18 du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire constitue un § 1^{er} dans lesquels, les mots « pendant les années 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010 » sont remplacés par les mots « pendant les années 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013 ».

Un § 2 libellé comme suit est inséré :

« Les dotations de fonctionnement des services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté française, telles que visées au § 1^{er} sont augmentées des montants nécessaires à couvrir les augmentations barémiques, décidées par le Gouvernement, concernant des membres du personnel ouvrier ou de maîtrise, en ce compris les préparateurs dont les rémunérations sont à charge des dotations.

Par application de l'alinéa précédent, les dotations de fonctionnement de l'enseignement secondaire ordinaire et de l'enseignement spécialisé sont augmentées respectivement de 3.731.532 EUR et 600.753 EUR à partir de l'année 2010. Ces montants sont indexés annuellement sur base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation à la date du 1^{er} janvier. ».

Art. 9. L'article 13 du décret-programme du 12 décembre 2008 portant diverses mesures concernant la radiodiffusion, la création d'un fonds budgétaire relatif au financement des programmes de dépistage des cancers, les établissements d'enseignement, les internats, les centres psycho-médico-sociaux, et les bâtiments scolaires est abrogé.

Art. 10. L'article 3, § 3, alinéa 7, 8^o, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par l'article 1^{er} du décret du 12 juillet 2001, est remplacé et complété par les dispositions suivantes :

« 8^o en 2010 de :

— 0,4557 % pour les écoles autres que fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 0,9557 % d'augmentation;

— 7,8157 % pour les écoles fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 8,9457 % d'augmentation.

9^o en 2011 de 0 % pour toutes les écoles concernées et implantations concernées par le présent article.

10^o en 2012 de :

— 2,0130 % pour les écoles autres que fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 2,0030 % d'augmentation;

— 1,8756 % pour les écoles fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 1,8561 % d'augmentation.

11^o en 2013 de :

— 1,9733 % pour les écoles autres que fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 1,9637 % d'augmentation;

— 1,8410 % pour les écoles fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 1,8223 % d'augmentation. ».

Art. 11. A l'article 32, § 2, alinéa 2, de la même loi, modifié par l'article 2 du décret du 12 juillet 2001, les mots « — pour l'année 2010 : 117.379.363,44 EUR » sont remplacés par :

« — Pour l'année 2010 : 101.812.418,34 €;

— Pour l'année 2011 : 101.812.418,34 €;

— Pour l'année 2012 : 109.854.214,59 €;

— Pour l'année 2013 : 117.379.363,44 €. ».

Art. 12. A l'article 34, alinéa 3, de la même loi, inséré par l'article 3 du décret du 12 juillet 2001, les mots « — 20.148.785,69 EUR en 2010 » sont remplacés par :

« — 16.619.182,00 € pour l'année 2010;

— 17.371.367,95 € pour l'année 2011;

— 18.806.166,33 € pour l'année 2012;

— 20.148.785,69 € pour l'année 2013. ».

Art. 13. A l'article 2 du décret du 12 juillet 2001 relatif à la prise en compte de l'organisation de cours philosophiques dans les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés, les mots : « —7.350.043,01 EUR en 2010 » sont remplacés par les mots :

« — 6.336.858,58 € en 2010;

— 6.336.858,58 € en 2011;

— 6.860.263,95 € en 2012;

— 7.350.043,01 € en 2013. ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions relatives aux inscriptions des élèves dans le premier degré de l'enseignement secondaire*

Art. 14. A l'article 1^{er}, alinéa 2, du décret du 3 avril 2009 relatif à la régulation des inscriptions des élèves dans le premier degré de l'enseignement secondaire, remplacer les termes « 15 février » par les termes « 8 mars ».

TITRE II. — *Mesure relative à la réduction du nombre de chargés de mission à charge du budget de la Communauté*

Art. 15. L'article 5, § 2, alinéa 3 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et les mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, modifié par l'article 197 du décret du 8 mars 2007, est remplacé par la disposition suivante :

« Le nombre global ne peut être supérieur à :

359 pour l'année scolaire 2009-2010;

346 pour l'année scolaire 2010-2011;

334 pour l'année scolaire 2011-2012;

321 pour l'année scolaire 2012-2013;

309 pour l'année scolaire 2013-2014.

Cette réduction ne peut porter sur les membres du personnel qui prestent auprès du Service et des Cellules visées au § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, du présent article. ».

TITRE III. — *Dispositions relatives aux Bâtiments scolaires*

Art. 16. Aux articles 6bis, § 2 et § 3, 8bis, § 2 et § 3, et 9, § 2 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, modifiés par le décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaires et le décret du 14 novembre 2008 relatif au programme de financement exceptionnel de projets de rénovation, construction, reconstruction ou extension de bâtiments scolaires via des partenariats public/privé (PPP), sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « 2010 », « 2011 », « 2012 », « 2013 », « 2014 », « 2015 » sont respectivement remplacés par les mots « 2011 », « 2012 », « 2013 », « 2014 », « 2015 », « 2016 »;

2^o le mot « 2036 » est remplacé par le mot « 2037 »;

3^o le mot « 2038 » est remplacé par le mot « 2039 »;

4^o le mot « 2040 » est remplacé par le mot « 2041 ».

Art. 17. A l'article 7, § 1^{er}, du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, modifié par l'article 11 du décret-programme du 12 décembre 2008 portant diverses mesures concernant la radiodiffusion, la création d'un fonds budgétaire relatif au financement des programmes de dépistage des cancers, les établissements d'enseignement, les internats, les centres psycho-médico-sociaux, et les bâtiments scolaires, les modifications suivantes sont apportées :

— les mots « euro 28.383.809 en 2009 » sont remplacés par « euro 29.883.809 en 2009 »;

— les mots « euro 18.889.487 en 2010 » sont remplacés par « euro 33.725.000 en 2010 ».

Art. 18. A l'article 7 du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que modifié en dernier lieu par le Décret-programme du 12 décembre 2008, les mots « 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008 et 2009. » sont remplacés par les mots « 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010. »

TITRE IV. — *Mesures relatives à la formation en cours de carrière*

Art. 19. In fine des alinéas 1 et 2 de l'article 22 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, sont ajoutés les mots : « Les emplois pris en considération pour la répartition des crédits sont ceux de l'année scolaire qui s'est terminée au mois de juin de l'année civile qui précède. »

Art. 20. Dans les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 22 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots : « organisables au 1^{er} septembre de l'année scolaire en cours » sont remplacés par les mots « organisables au 1^{er} septembre de l'année scolaire qui précède »;

b) les mots « pour l'exercice en cours » sont remplacés par les mots « pour l'exercice qui précède ».

Art. 21. A l'alinéa 1^{er} de l'article 15 du décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale, les mots « à au moins 0,12 % des dépenses courantes » sont remplacés par les mots « 0,102 % des dépenses courantes. »

TITRE V. — *Mesures relatives au traitement d'attente dans le cas de perte partielle de charge*

Art. 22. L'article 2 de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est modifié comme suit :

1° Le texte de l'article 2, tel que modifié ci-dessous forme le § 1^{er} :

a) L'alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante : « Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi, ou en perte partielle de charge bénéficie d'un traitement d'attente égal, les deux premières années, à son traitement d'activité. Dans le cas d'un membre du personnel en perte partielle de charge, le traitement d'attente ne porte que sur la partie de la charge perdue »;

b) à l'alinéa 2, les mots « pour le membre du personnel en disponibilité » sont insérés entre les mots « A partir de la 3^e année, » et les mots, « ce traitement d'attente est réduit chaque année »;

c) un nouvel alinéa 3 libellé comme suit est inséré : « A partir de la 3^e année, pour le membre du personnel en perte partielle de charge, le traitement d'attente, portant sur la partie de la charge perdue, est réduit chaque année de 20 pour cent sans qu'il puisse être inférieur à autant de fois un trentième du traitement d'activité correspondant à la charge perdue que le membre du personnel compte d'années de service à la date de sa perte partielle de charge. Les réductions successives s'opèrent sur la base du dernier traitement d'activité correspondant à la partie de charge perdue. »

Un § 2 libellé comme suit est ajouté :

« § 2. Le membre du personnel en perte partielle de charge pour moins d'un quart des prestations pour lesquels il est nommé ou engagé à titre définitif, ou qui est réaffecté ou remis au travail dans un nombre de périodes tel qu'il preste au moins les trois quarts des périodes pour lesquels il est nommé ou engagé à titre définitif n'est pas soumis aux réductions de traitement d'attente visées à l'alinéa 2 pour autant que les périodes non prestées, et pour lesquelles il bénéficie d'un traitement d'attente, soient remplacées par des activités de remédiation tels qu'arrêtées par le Gouvernement. »

TITRE VI. — *Dispositions relatives au refinancement des Hautes Ecoles et des Universités*

Art. 23. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié par les décrets du 24 juillet 1997, 17 juillet 1998, 19 mai 2004, remplacé par le décret du 20 juillet 2006, modifié par les décrets du 15 décembre 2006, 13 décembre 2007, 11 janvier 2008, 9 mai 2008, 18 juillet 2008 et 19 février 2009, les mots « 280.154.558 » sont remplacés par les mots « 280.353.000 ».

Art. 24. Dans l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, le paragraphe 7, inséré par le décret du 28 novembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

« § 7. Le montant de la partie variable de l'allocation de fonctionnement fixé au § 2 et indexé conformément au § 4, est augmenté annuellement de 2.000.000 EUR supplémentaires cumulés à partir de l'année budgétaire 2010 et ce jusqu'à l'année budgétaire 2023 y compris, et de 1.000.000 EUR supplémentaires cumulés pour les années budgétaires 2024 et 2025.

Chaque montant ainsi ajouté annuellement est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en le multipliant par le taux d'adaptation calculé suivant la formule suivante :

$$\frac{\text{indice santé de décembre de l'année budgétaire concernée}}{\text{indice santé de décembre de l'année budgétaire où le montant apparaît pour la première fois}}$$

A partir de l'année budgétaire 2026, le montant de la partie variable de l'allocation de fonctionnement fixé au § 2 est égal au montant total de l'année budgétaire 2025 indexé. ».

Art. 25. Dans l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, remplacé par le décret du 31 mars 2004 et modifié par les décrets du 21 décembre 2004, 16 décembre 2005, 20 juillet 2006, 15 décembre 2006, 11 janvier 2008 et 19 février 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le montant de « 106.559.827 » est remplacé par le montant « 106.630.867 »;

2° dans le § 2, le montant de « 321.534.834 » est remplacé par le montant de « 321.749.191 »;

3° dans le § 3, le montant de « 5.286.861 » est remplacé par le montant de « 5.291.267 »;

4° dans le § 3bis, le montant de « 210.553 » est remplacé par le montant de « 213.345 ».

Art. 26. A l'article 39, § 2, 2^e alinéa de la loi du 27 juillet 1971 précitée, les termes « à une autre finalité d'un même master à finalité » sont insérés entre les termes « agrégation de l'enseignement secondaire supérieur » et les termes « ou à une épreuve complémentaire ».

TITRE VII. — *Disposition relative au statut des membres des personnels des Universités*

Art. 27. A l'article 37, alinéa 1^{er}, dernier tiret de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, inséré par le décret du 19 février 2009, les termes « plus de € 34.314,48 » sont remplacés par les termes « plus de € 34.317,48 ».

TITRE VIII. — *Des dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion*

Art. 28. Pour les années 2009 à 2014 et par dérogation à l'article 16, § 2, 4 du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, les dotations et subventions dont bénéficie toute personne morale sous contrat de gestion avec la Communauté française peuvent être fixées dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française, nonobstant toute disposition contraire dans le décret ou l'arrêté qui porte création de la personne morale bénéficiaire d'une dotation ou de subventions.

Pour l'année budgétaire au cours de laquelle il est fait application de l'alinéa premier du présent article, les clauses des contrats de gestion fixant les montants et déterminant les règles d'adaptation des dotations et subventions octroyées aux personnes morales visées par cette application, sont suspendues.

L'application de l'alinéa 1^{er} du présent article suspend l'article 16, § 4, alinéa 2, 2^e phrase du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, pour l'année au cours de laquelle il est fait application dudit alinéa.

A partir de l'année 2010 et jusqu'en 2014, lorsque le montant des dotations et subventions, tel que déterminé en application de l'alinéa 1^{er}, est inférieur au montant fixé dans le contrat de gestion, un avenant au contrat de gestion pourra être négocié entre le Gouvernement et l'organisme, à la demande de celui-ci, afin d'adapter l'ampleur des missions de service public au financement public qui lui est attribué.

Art. 29. Pour les années 2009 à 2014 et par dérogation à l'article 8, § 3, a du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), les dotations et subventions, à charge de la Communauté, dont bénéficie la RTBF peuvent être fixées dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française.

Les clauses du contrat de gestion, conclu entre la Communauté et la RTBF, fixant les montants et déterminant les règles d'adaptation des dotations et subventions octroyées à la RTBF sont suspendues, pour l'année budgétaire au cours de laquelle il est fait application de l'alinéa premier du présent article.

L'application de l'alinéa 1^{er} du présent article suspend l'article 8, § 4, alinéa 2, 2^e phrase du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), pour l'année au cours de laquelle il est fait application dudit alinéa.

A partir de l'année 2010 et jusqu'en 2014, lorsque le montant des dotations et subventions, tel que déterminé en application de l'alinéa 1^{er}, est inférieur au montant fixé dans le contrat de gestion, un avenant au contrat de gestion pourra être négocié entre le Gouvernement et la RTBF, à la demande de celle-ci, afin d'adapter l'ampleur des missions de service public au financement public qui lui est attribué.

Art. 30. Pour les années 2009 à 2014 et par dérogation à l'article 26, § 3, 5^o, du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », les dotations et subventions, à charge de la Communauté, dont bénéficie l'O.N.E. peuvent être fixées dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française.

Les clauses du contrat de gestion, conclu entre la Communauté et l'O.N.E., fixant les montants et déterminant les règles d'adaptation des dotations et subventions octroyées à l'O.N.E sont suspendues, pour l'année budgétaire au cours de laquelle il est fait application de l'alinéa premier du présent article.

L'application de l'alinéa 1^{er} du présent article suspend l'article 26, § 4, alinéa 2, 2^e phrase du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », pour l'année au cours de laquelle il est fait application dudit alinéa.

A partir de l'année 2010 et jusqu'en 2014, lorsque le montant des dotations et subventions, tel que déterminé en application de l'alinéa 1^{er}, est inférieur au montant fixé dans le contrat de gestion, un avenant au contrat de gestion pourra être négocié entre le Gouvernement et l'O.N.E., à la demande de celui-ci, afin d'adapter l'ampleur des missions de service public au financement public qui lui est attribué.

TITRE IX. — *Disposition modifiant le décret sur les services de médias audiovisuels coordonné le 26 mars 2009*

Art. 31. A l'article 18, § 2, du décret sur les services de médias audiovisuels coordonné le 26 mars 2009, il est ajouté un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, jusqu'au 31 décembre 2012, la publicité et l'autopromotion peuvent interrompre les œuvres de fiction cinématographique diffusées dans les services édités par la RTBF. ».

TITRE X. — *Disposition modifiant le décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles*

Art. 32. A l'article 7 du décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles, est ajouté un § 7, rédigé comme suit :

« § 7. Dans les cas visés aux §§ 2 et 3, lors d'un recours à la couverture du montant de la subvention sollicitée par un emprunt, le montant subsidiable est, après accord du Gouvernement, constitué de :

1° du montant fixé conformément aux §§ 2 et 3;

2° des charges d'intérêts à compter de la réception provisoire des travaux. ».

TITRE XI. — *Dispositions modifiant le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement à l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française*

Art. 33. A l'article 23 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement à l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, est ajouté un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine, s'il échet, pour les données visées à l'alinéa 1^{er}, les éléments provenant du cadastre de l'emploi tel que défini par le décret du 19 octobre 2007 instaurant le cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française.

La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. ».

Art. 34. A l'article 24 du même décret, est ajouté un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine, s'il échet, pour les données visées à l'alinéa 1^{er}, les éléments provenant du cadastre de l'emploi tel que défini par le décret du 19 octobre 2007 instaurant le cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française.

La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. ».

TITRE XII. — *Dispositions modifiant le décret du 17 juillet 2002
relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales tel que modifié*

Art. 35. L'article 30 du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales tel que modifié est remplacé par la disposition suivante :

« Sauf si elles deviennent un musée organisé ou une institution muséale organisée par la Communauté française ou sauf s'il y a un retrait de reconnaissance conformément à l'article 12 du présent décret :

1° Les institutions qui bénéficient de subventions en application de l'arrêté royal du 22 avril 1958 réglementant l'octroi de subventions aux musées ne relevant pas de l'Etat à la date du 1^{er} janvier 2003 et qui ont introduit une demande de reconnaissance avant le 1^{er} juillet 2009 continuent à en bénéficier dans les conditions prévues par l'arrêté royal du 22 avril 1958 jusqu'à leur reconnaissance en vertu du présent décret et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2009 pour autant que la demande de reconnaissance comme musée ou institution muséale qu'elles ont introduite avant le 1^{er} juillet 2008 n'ait pas été refusée.

2° Les institutions qui bénéficient d'une convention à durée indéterminée à la date du 1^{er} janvier 2003 et qui ont introduit une demande de reconnaissance avant le 1^{er} juillet 2009 continuent à bénéficier d'un montant de subvention au moins équivalent à celui fixé pour l'année 2002, jusqu'à leur reconnaissance en vertu du présent décret et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2009. ».

TITRE XIII. — *Dispositions finales*

Art. 36. Sauf en ce qui concerne les dispositions dont la date d'entrée en vigueur est fixée par les articles 37 à 39, le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Art. 37. L'article 27 du présent décret produit ses effets le 1^{er} décembre 2008.

Art. 38. Les articles 17, 28 à 30 et 35 du présent décret produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2009.

Art. 39. Les articles 1^{er} et 2 du présent décret produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 décembre 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président
et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président
et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président
et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

—
Note

(1) *Session 2009-2010.*

Documents du Parlement. — Proposition de décret, n° 55-1. — Avis des commissions, n° 55-2 à n° 55-5. — Amendements de commission, n° 55-6. — Rapport, n° 55-7.

Comptes-rendus intégraux. — Discussion. Séance du 15 décembre 2009. — Reprise de la discussion et de l'adoption. Séance du 16 décembre 2009.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 525

[C — 2010/29050]

17 DECEMBER 2009. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen betreffende de onderwijsinrichtingen, de internaten, de psycho-medisch-sociale centra, de vermindering van het aantal opdrachthouders ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap, de schoolgebouwen, de opleiding tijdens de loopbaan, het wachtgeld in geval van een gedeeltelijk opdrachtverlies, de herfinanciering van de universiteiten en de Hogescholen, het statuut van de personeelsleden van de universiteiten, de dotaties en subsidies aan sommige instellingen die een beheersovereenkomst hebben aangegaan, de audiovisuele mediadiensten, de toekenning van subsidies aan de plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten, de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren en de erkenning en de subsidiëring van de musea en andere museale instellingen (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Bepalingen betreffende de onderwijsinrichtingen, de internaten, de psycho-medisch-sociale centra en de schoolgebouwen*

HOOFDSTUK I. — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 26 maart 2009 tot toekenning van bijkomende middelen aan schoolinrichtingen voor de preventieadviseur*

Artikel 1. In artikel 9 van het decreet van 26 maart 2009 tot toekenning van bijkomende middelen aan schoolinrichtingen voor de preventieadviseur, worden de woorden « op 1 september 2009 » vervangen door de woorden « op 1 september 2013 ».

HOOFDSTUK II. — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

Art. 2. In artikel 20, § 4, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, vervangen bij artikel 14 van het decreet van 12 december 2008, gewijzigd bij artikel 6 van het decreet van 26 maart 2009 en bij artikel 6 van het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden « Het gebruik van lestijden-leerkracht bedoeld in artikel 21, § 1, alsook van deze bedoeld in het eerste lid, 1°, voor de activiteiten van de klassenraden en -directies betreffende de tweede en de derde graden, valt in geen enkel geval ten laste van de 3 % van de bovenvermelde lestijden » vervangen door de woorden « Het gebruik van de lestijden-leerkracht bedoeld in artikel 21, § 1, alsook van deze bedoeld in het eerste lid, 1°, voor de activiteiten van de klassenraden en -directies betreffende de tweede en de derde graden en van deze gebruikt om de opdrachten bepaald bij het Koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de Interne Dienst voor preventie en bescherming op het Werk te verwezenlijken, valt in geen enkel geval ten laste van de 3 % van de bovenvermelde lestijden. ».

2° Er wordt een nieuw lid ingevoegd tussen het tweede lid en het derde lid, luidend als volgt :

« Het maximumbedrag van lestijden die niet ten laste zijn van de 3 % van de bovenvermelde lestijden voor de opdrachten bepaald bij het Besluit van 27 maart 1998 betreffende de Interne Dienst voor preventie en bescherming op het Werk, wordt berekend volgens de nadere regels van artikel 16 bis, § 1, eerste lid, van dit decreet. ».

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de Internaten*

Art. 3. In afwijking van artikel 32, § 2, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt het bedrag van de werkingstoelagen, wat betreft de internaten, voor het schooljaar 2009-2010, bepaald op het bedrag toegekend voor het schooljaar 2008-2009, geïndexeerd volgens de verhouding van het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen tussen 1 januari 2010 en 1 januari 2009.

Art. 4. In artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, gewijzigd bij artikel 6 van het programmadecreet van 12 december 2008, wordt het jaar « 2010 » vervangen door het jaar « 2011 ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 5. Artikel 52 van het Koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, wordt met het volgende lid aangevuld :

« In afwijking van het eerste lid, c) en d), wordt het bedrag van de werkingstoelagen, voor het schooljaar 2009-2010, bepaald op het bedrag toegekend voor het schooljaar 2008-2009, zoals bepaald bij het vorige lid, geïndexeerd volgens de verhouding van het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen tussen 1 januari 2010 en 1 januari 2009.

Art. 6. De dotaties voor de werking van de psycho-medisch-sociale centra ingericht door de Franse Gemeenschap worden verhoogd voor het schooljaar 2009-2010 op dezelfde basis als de verhoging van de subsidies bedoeld bij artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende het technisch en beroepsonderwijs*

Art. 7. In artikel 4, § 1, 5°, van het Decreet van 26 april 2007 waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het kwalificatieonderwijs, wordt het cijfer « 6.197.388 » vervangen door het cijfer « 11.602.000 ».

HOOFDSTUK VI. — *Dotaties en subsidies voor de werking van de inrichtingen*

Art. 8. Artikel 18 van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd, wordt een § 1 waarin de woorden « gedurende de jaren 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010 » vervangen worden door de woorden « gedurende de jaren 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012 en 2013 ».

Er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« De werkingsdotaties van de diensten met afzonderlijk beheer van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, zoals bedoeld bij § 1 worden verhoogd met de bedragen nodig voor het dekken van de baremaverhogingen, besloten door de Regering, betreffende leden van het werklieden- en meesterspersoneel, met inbegrip van de amanuenses van wie de bezoldigingen ten laste vallen van de dotaties.

Met toepassing van het vorige lid, worden de werkingsdotaties van het gewoon secundair onderwijs en het gespecialiseerd onderwijs respectief verhoogd met 3.731.532 euro en 600.753 euro vanaf het jaar 2010. Deze bedragen worden jaarlijks geïndexeerd op basis van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijs op 1 januari. ».

Art. 9. Artikel 13 van het programmadecreet van 12 december 2008 houdende verscheidene maatregelen betreffende de radio-omroep, de oprichting van een begrotingsfonds voor de financiering van programma's voor het opsporen van kankers, de onderwijsinrichtingen, de internaten, de psycho-medisch-sociale centra en de schoolgebouwen, wordt opgeheven.

Art. 10. Artikel 3, § 3, zevende lid, 8°, van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij artikel 1 van het decreet van 12 juli 2001, wordt vervangen en aangevuld met de volgende bepalingen :

« 8° in 2010 met :

— 0,4557 % voor de scholen buiten de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen die maatregelen nemen voor positieve discriminatie die 0,9557 % verhoging krijgen;

— 7,8157 % voor de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen die maatregelen nemen voor positieve discriminatie die 8,9457 % verhoging krijgen.

9° in 2011 met 0 % voor alle betrokken scholen en vestigingen bedoeld bij dit artikel.

10° in 2012 met :

— 2,0130 % voor de scholen buiten de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen die maatregelen nemen voor positieve discriminatie die 2,0030 % verhoging krijgen;

— 1,8756 % voor de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen die maatregelen nemen voor positieve discriminatie die 1,8561 % verhoging krijgen.

11° in 2013 met :

— 1,9733 % voor de scholen buiten de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen die maatregelen nemen voor positieve discriminatie die 1,9637 % verhoging krijgen;

— 1,8410 % voor de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen die maatregelen nemen voor positieve discriminatie die 1,8223 % verhoging krijgen. ».

Art. 11. In artikel 32, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 2 van het decreet van 12 juli 2001, worden de woorden « — voor het jaar 2010 : 117.379.363,44 EUR; » vervangen door de woorden

« — voor het jaar 2010 : 101.812.418,34 EUR;

— voor het jaar 2011 : 101.812.418,34 EUR;

— voor het jaar 2012 : 109.854.214,59 EUR;

— voor het jaar 2013 : 117.379.363,44 EUR. ».

Art. 12. In artikel 34, derde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij artikel 3 van het decreet van 12 juli 2001, worden de woorden « - 20.148.785,69 EUR in 2010 » vervangen door de woorden :

« — 16.619.182,00 EUR in 2010;

— 17.371.367,95 EUR in 2011;

— 18.806.166,33 EUR in 2012;

— 20.148.785,69 EUR in 2013. ».

Art. 13. In artikel 2 van het decreet van 12 juli 2001 waarbij rekening wordt gehouden met de organisatie van levensbeschouwelijke cursussen in het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij en officieel onderwijs, worden de woorden

« — 7.350.043,01 EUR in 2010 » vervangen door de woorden :

« — 6.336.858,58 EUR in 2010;

— 6.336.858,58 EUR in 2011;

— 6.860.263,95 EUR in 2012;

— 7.350.043,01 EUR in 2013. ».

HOOFDSTUK VII. — Bepalingen betreffende de inschrijvingen van leerlingen in de eerste graad van het secundair onderwijs.

Art. 14. In artikel 1, tweede lid, van het decreet van 3 april 2009 tot regeling van de inschrijvingen van de leerlingen in de eerste graad van het secundair onderwijs, worden de woorden "15 februari" door de woorden "8 maart" vervangen.

TITEL II. — Maatregel betreffende de vermindering van het aantal opdrachthouders ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap

Art. 15. Artikel 5, § 2, derde lid van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij artikel 197 van het decreet van 8 maart 2007, wordt vervangen als volgt :

« Het totaal aantal mag niet hoger zijn dan :

359 voor het schooljaar 2009-2010;

346 voor het schooljaar 2010-2011;

334 voor het schooljaar 2011-2012;

321 voor het schooljaar 2012-2013;

309 voor het schooljaar 2013-2014.

Deze vermindering kan geen betrekking hebben op de personeelsleden die bij de Dienst en de Cellen bedoeld in § 1, tweede lid, 4°, van dit artikel werken. ».

TITEL III. — *Bepalingen betreffende de Schoolgebouwen*

Art. 16. In de artikelen *6bis*, § 2 en § 3, *8bis*, § 2 en § 3, en 9, § 2 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd en bij het decreet van 14 november 2008 betreffende het programma voor uitzonderlijke financiering van renovatie, bouw-, verbouwings- of uitbreidingsprojecten voor schoolgebouwen via partnerschappen tussen de openbare en privésectoren (PPP), worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « 2010 », « 2011 », « 2012 », « 2013 », « 2014 », « 2015 » worden respectievelijk vervangen door de woorden « 2011 », « 2012 », « 2013 », « 2014 », « 2015 », « 2016 »;

2° het woord « 2036 » wordt vervangen door het woord "2037";

3° het woord « 2038 » wordt vervangen door het woord "2039";

4° het woord « 2040 » wordt vervangen door het woord "2041".

Art. 17. In artikel 7, § 1, van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij artikel 11 van het programmadecreet van 12 december 2008 houdende verscheidene maatregelen betreffende de radio-omroep, de oprichting van een begrotingsfonds voor de financiering van programma's voor het opsporen van kankers, de onderwijsinrichtingen, de internaten, de psycho-medisch-sociale centra en de schoolgebouwen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden « euro 28.383.809 in 2009 » worden vervangen door de woorden « euro 29.883.809 in 2009 »;

- de woorden « euro 18.889.487 in 2010 » worden vervangen door de woorden « euro 33.725.000 in 2010 ».

Art. 18. In artikel 7 van het decreet van 24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basisonderwijs en secundair onderwijs, zoals laatst gewijzigd bij het programmadecreet van 12 december 2008, worden de woorden « 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008 en 2009 » vervangen door de woorden « 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009 en 2010. »

TITEL IV. — *Maatregelen betreffende de opleiding tijdens de loopbaan*

Art. 19. In fine van het eerste en het tweede lid van artikel 22 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, worden de woorden "De betrekkingen die in aanmerking worden genomen voor de verdeling van kredieten zijn deze van het schooljaar dat eindigt in de maand juni van het kalenderjaar dat voorafgaat" toegevoegd.

Art. 20. In het eerste en tweede lid van artikel 22 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden : « organiseerbaar op 1 september van het lopend schooljaar » worden vervangen door de woorden « organiseerbaar op 1 september van het schooljaar dat voorafgaat »;

b) de woorden « voor het lopend dienstjaar » worden vervangen door de woorden « voor het dienstjaar dat voorafgaat ».

Art. 21. In het eerste lid van artikel 15 van het decreet van 30 juni 1998 met betrekking tot de bijscholing van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden "minstens 0,12 % van de normale uitgaven » vervangen door de woorden « 0,102 % van de gewone uitgaven. »

TITEL V. — *Maatregelen betreffende het wachtgeld ingeval van een gedeeltelijk opdrachtverlies.*

Art. 22. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt gewijzigd als volgt :

1° De tekst van artikel 2, zoals hierna gewijzigd, vormt § 1 :

a) Het eerste lid wordt vervangen als volgt : « Het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid of met een gedeeltelijk opdrachtverlies, geniet een wachtgeld dat de eerste twee jaren gelijk is aan zijn activiteitswedde. Ingeval van een personeelslid met een gedeeltelijk opdrachtverlies, heeft het wachtgeld slechts betrekking op het gedeelte van de verloren opdracht »;

b) In het tweede lid worden de woorden "voor het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld" ingevoegd tussen de woorden "Vanaf het derde jaar" en de woorden "wordt dat wachtgeld elk jaar verminderd »;

c) een nieuw derde lid wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Vanaf het derde jaar, voor het personeelslid met een gedeeltelijk opdrachtverlies, wordt het wachtgeld dat betrekking heeft op het gedeelte van de verloren opdracht, elk jaar met 20 % verminderd; het mag evenwel niet lager zijn dan zoveel maal een dertigste van de activiteitswedde die overeenstemt met de verloren opdracht als het personeelslid op de datum van het gedeeltelijke opdrachtverlies dienstjaren telt. De opeenvolgende verminderingen worden berekend op basis van de laatste activiteitswedde die overeenstemt met het gedeelte van de verloren opdracht. »

Er wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Het personeelslid met een gedeeltelijk opdrachtverlies voor minder dan één vierde van de prestaties waarvoor het in vast verband benoemd of aangeworven is, of dat geraffecteerd of opnieuw tewerkgesteld wordt in een aantal lestijden waarbij het ten minste drie vierde van de lestijden presteert waarvoor het in vast verband benoemd of aangeworven is, is niet onderworpen aan de verminderingen van het wachtgeld bedoeld in het tweede lid voor zover de niet-gepresteerde lestijden, waarvoor het een wachtgeld geniet, worden vervangen door de remediëringsactiviteiten, zoals bepaald door de Regering. »

TITEL VI. — *Bepalingen betreffende de herfinanciering van de Hogescholen en Universiteiten*

Art. 23. In artikel 10, eerste lid, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, gewijzigd bij de decreten van 24 juli 1997, 17 juli 1998, 19 mei 2004, vervangen bij het decreet van 20 juli 2006, gewijzigd bij de decreten van 15 december 2006, 13 december 2007, 11 januari 2008, 9 mei 2008, 18 juli 2008 en 19 februari 2009, worden de woorden « 280.154.558 » vervangen door de woorden « 280.353.000 ».

Art. 24. In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, wordt § 7, ingevoegd bij het decreet van 28 november 2008, vervangen als volgt :

« § 7. Het bedrag van het variabele gedeelte van de werkingstoelage bepaald in § 2 en geïndexeerd overeenkomstig § 4, wordt jaarlijks vermeerderd met het aanvullende bedrag van 2.000.000 EUR gecumuleerd vanaf het begrotingsjaar 2010 en dit tot en met het begrotingsjaar 2023, en met het aanvullende bedrag van 1.000.000 EUR gecumuleerd voor de begrotingsjaren 2024 en 2025.

Elk bedrag dat aldus jaarlijks toegevoegd wordt, wordt aangepast aan de schommelingen van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen, door het te vermenigvuldigen met het aanpassingspercentage dat berekend wordt volgens de volgende formule :

gezondheidsindexcijfer van december van het betrokken begrotingsjaar
gezondheidsindexcijfer van december van het begrotingsjaar waarin het bedrag voor de eerste keer wordt vermeld

Vanaf het begrotingsjaar 2026 is het bedrag van het variabele gedeelte van de werkingstoelage bedoeld in § 2 gelijk aan het geïndexeerde totale bedrag van het begrotingsjaar 2025. ».

Art. 25. In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, vervangen bij het decreet van 31 maart 2004 en gewijzigd bij de decreten van 21 december 2004, 16 december 2005, 20 juli 2006, 15 december 2006, 11 januari 2008 en 19 februari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1, eerste lid, wordt het bedrag van « 106.559.827 » vervangen door het bedrag van « 106.630.867 »;
- 2° in § 2 wordt het bedrag van « 321.534.834 » vervangen door het bedrag van « 321.749.191 »;
- 3° in § 3 wordt het bedrag van « 5.286.861 » vervangen door het bedrag van « 5.291.267 »;
- 4° in § 3 bis wordt het bedrag van « 210.553 » vervangen door het bedrag van « 213.345 ».

Art. 26. In artikel 39, § 2, tweede lid van de voornoemde wet van 27 juli 1971, worden de woorden « voor een andere finaliteit van eenzelfde master met een finaliteit » ingevoegd tussen de woorden « aggregatie van het hoger secundair onderwijs » en de woorden « of voor een bijkomende proef ».

TITEL VII. — *Bepaling betreffende het statuut van de personeelsleden van de universiteiten*

Art. 27. In artikel 37, eerste lid, laatste streepje van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, ingevoegd door het decreet van 19 februari 2009, worden de woorden « meer dan € 34.314,48 euro » vervangen door de woorden « meer dan € 34.317,48 euro ».

TITEL VIII. — *Dotaties en subsidies aan sommige instellingen die een beheersovereenkomst hebben aangegaan*

Art. 28. Voor de jaren 2009 tot 2014 en in afwijking van artikel 16, § 2, 4 van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, kunnen de dotaties en subsidies die iedere persoon die een beheersovereenkomst met de Franse Gemeenschap heeft ondertekend, geniet, worden vastgesteld in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, niettegenstaande elke andersluidende bepaling bedoeld in het decreet of het besluit houdende oprichting van de rechtspersoon die een dotatie of een subsidie geniet.

Voor het begrotingsjaar gedurende hetwelk het eerste lid van dit artikel wordt toegepast, worden de bedingen van de beheersovereenkomsten tot vaststelling van de bedragen en bepaling van de regels voor de aanpassing van de dotaties en subsidies die worden toegekend aan de rechtspersonen bedoeld bij die toepassing, geschorst.

De toepassing van het eerste lid van dit artikel schorst artikel 16, § 4, tweede lid, 2e zin van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, voor het jaar gedurende hetwelk dat lid wordt toegepast.

Vanaf het jaar 2010 en tot 2014, wanneer het bedrag van de dotaties en subsidies, zoals bepaald met toepassing van het eerste lid, lager is dan het bedrag vastgesteld in de beheersovereenkomst, kan over een aanhangsel bij de beheersovereenkomst tussen de Regering en de instelling, op verzoek van deze laatste, worden onderhandeld om de omvang van de opdrachten van openbare dienst aan te passen aan de openbare financiering die haar wordt toegekend.

Art. 29. Voor de jaren 2009 tot 2014 en in afwijking van artikel 8, § 3, a), van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) », kunnen de dotaties en subsidies ten laste van de Gemeenschap die de RTBF geniet, worden vastgesteld in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

De bedingen van de beheersovereenkomst, gesloten tussen de Franse Gemeenschap en de RTBF, tot vaststelling van de bedragen en bepaling van de regels voor de aanpassing van de dotaties en subsidies toegekend aan de RTBF, worden geschorst, voor het begrotingsjaar gedurende hetwelk het eerste lid van dit artikel wordt toegepast.

De toepassing van het eerste lid van dit artikel schorst artikel 8, § 4, tweede lid, 2e zin van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) », voor het jaar gedurende hetwelk dat lid wordt toegepast.

Vanaf het jaar 2010 et tot 2014, wanneer het bedrag van de dotaties en subsidies, zoals bepaald met toepassing van het eerste lid, lager is dan het in de beheersovereenkomst vastgestelde bedrag, kan over een aanhangsel bij de beheersovereenkomst tussen de Regering en de RTBF, op verzoek van deze laatste, worden onderhandeld, om de omvang van de opdrachten van openbare dienst aan te passen aan de openbare financiering die haar wordt toegekend.

Art. 30. Voor de jaren 2009 tot 2014, en in afwijking van artikel 26, § 3, 5°, van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "ONE", kunnen de dotaties en subsidies ten laste van de Gemeenschap die de O.N.E. geniet, worden vastgesteld in het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

De bedingen van de beheersovereenkomst, gesloten tussen de Franse Gemeenschap en de O.N.E., tot vaststelling van de bedragen en bepaling van de regels voor de aanpassing van de dotaties en subsidies toegekend aan de O.N.E. worden geschorst, voor het begrotingsjaar gedurende hetwelk het eerste lid van dit artikel wordt toegepast.

De toepassing van het eerste lid van dit artikel schorst artikel 26, § 4, tweede lid, 2e zin van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.", voor het jaar gedurende hetwelk dat lid wordt toegepast.

Vanaf het jaar 2010 et tot 2014, wanneer het bedrag van de dotaties en subsidies, zoals bepaald met toepassing van het eerste lid, lager is dan het in de beheersovereenkomst vastgestelde bedrag, kan over een aanhangsel bij de beheersovereenkomst tussen de Regering en de O.N.E., op verzoek van deze laatste, worden onderhandeld, om de omvang van de opdrachten van openbare dienst aan te passen aan de openbare financiering die haar wordt toegekend.

TITEL IX. — *Bepaling tot wijziging van het decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten, gecoördineerd op 26 maart 2009*

Art. 31. In artikel 18, § 2, van het decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten, gecoördineerd op 26 maart 2009, wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het vorige lid, tot 31 december 2012, kunnen reclame en zelfpromotie de speelfilms onderbreken die worden uitgezonden in de door de RTBF uitgegeven diensten. ».

TITEL X. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van subsidies aan de plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten*

Art. 32. In artikel 7 van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van subsidies aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten, wordt een § 7 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 7. In de gevallen bedoeld in de §§ 2 en 3, wanneer een beroep wordt gedaan op het dekken van het bedrag van de subsidie die door een lening wordt aangevraagd, bestaat het subsidieerbare bedrag, na toestemming van de Regering, uit :

- 1° het bedrag dat overeenkomstig de §§ 2 en 3 wordt vastgesteld,
- 2° de interestlasten te rekenen vanaf de voorlopige oplevering van de werken. ».

TITEL XI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap*

Art. 33. In artikel 23 van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In voorkomend geval, bepaalt de Regering, voor de gegevens bedoeld in het eerste lid, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling zoals bepaald in het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap.

De mededeling en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. ».

Art. 34. In artikel 24 van hetzelfde decreet, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In voorkomend geval, bepaalt de Regering, voor de gegevens bedoeld in het eerste lid, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling zoals bepaald in het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap.

De mededeling en het gebruik van die gegevens geschieden met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid alsook van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. ».

TITEL XII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en subsidiëring van de musea en andere museale instellingen, zoals gewijzigd*

Art. 35. Artikel 30 van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en subsidiëring van de musea en andere museale instellingen, zoals gewijzigd, wordt vervangen door de volgende bepaling :

Behalve wanneer zij een museum of een museale instelling worden die wordt georganiseerd door de Franse Gemeenschap of wanneer de erkenning wordt ingetrokken overeenkomstig artikel 12 van dit decreet,

1° blijven de instellingen die, op 1 januari 2003, subsidies krijgen met toepassing van het koninklijk besluit van 22 april 1958 tot reglementering van de toekenning van toelagen aan de musea welke niet van de Staat afhangen, en die een erkenningsaanvraag vóór 1 juli 2009 hebben ingediend, subsidies genieten onder de voorwaarden gesteld in het koninklijk besluit van 22 april 1958 tot hun erkenning krachtens dit decreet en uiterlijk op 31 december 2009, voor zover de aanvraag om erkenning als museum of museale instelling die ze vóór 1 juli 2008 hebben ingediend, niet werd afgewezen;

2° blijven de instellingen die, op 1 januari 2003, een overeenkomst van onbepaalde duur hebben en die een erkenningsaanvraag vóór 1 juli 2009 hebben ingediend, een subsidiebedrag genieten dat minstens gelijk is aan dat van het jaar 2002, tot hun erkenning krachtens dit decreet en uiterlijk op 31 december 2009.

TITEL XIII. — *Slotbepalingen*

Art. 36. Behalve voor de bepalingen waarvan de datum van inwerkingtreding door de artikelen 37 tot 39 wordt vastgesteld, treedt dit decreet op 1 januari 2010 in werking.

Art. 37. Artikel 27 van dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 december 2008.

Art. 38. De artikelen 17, 28 tot 30 en 35 van dit decreet hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

Art. 39. De artikelen 1 en 2 van dit decreet hebben uitwerking met ingang van 1 september 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 17 december 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 55-1. — Adviezen van de commissies, nr. 55-2 tot nr. 55-5. — Amendementen van de commissie, nr. 55-6. — Verslag, nr. 55-7.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 15 december 2009. — Hervatting van de bespreking en aanneming. Vergadering van 16 december 2009.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 526

[C — 2010/29036]

21 DECEMBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant révision du prix moyen du livre, périodique et document pour l'année 2009

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la Lecture, modifié par les décrets des 8 juillet 1983, 21 octobre 1988, 19 juillet 1991, 30 novembre 1992, 10 avril 2003, 24 octobre 2008, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2006;

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la Lecture et les Bibliothèques publiques;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du Service public de la Lecture, modifié par les décrets des 10 avril 2003 et 24 octobre 2008 et les arrêtés des 2 septembre 1997, 4 mai 1998, 24 septembre 1999, 8 novembre 1999, 12 décembre 2000, 30 mars 2001, 8 novembre 2001, 11 décembre 2003, 10 mai 2005, 23 juin 2006, 8 décembre 2006 et 29 mai 2007, particulièrement son article 54;

Considérant qu'il y a obligation de revoir tous les deux ans le prix moyen du livre, périodique et document en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation;

Considérant que l'article 35 du Décret du 30 avril 2009 précité abroge les Décret du 28 février 1978 et Arrêté du 14 mars 1995 précités à la date du 1^{er} janvier 2010,

Arrête :

Article 1^{er}. Les montants fixés à l'article 54 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du Service public de la lecture, tel que modifié, sont revus comme suit :

| | | |
|-------------|----------------------|---------|
| — Adultes : | livre de fiction : | 22,61 € |
| | livre documentaire : | 25,83 € |
| — Jeunes : | livre de fiction : | 17,77 € |
| | livre documentaire : | 20,99 € |

| | |
|---|------------|
| — Livre, périodique ou document de références : | 64,59 € |
| — Quotidien : | 209,91 € |
| — Autre périodique : | 96,88 € |
| — CD-Rom bibliographique : | 1.291,90 € |
| — Support multimédia numérique : | 322,98 € |